tive; mais il est certain que la cause des blessés conserve en lui un partisan dévoué, et nous sommes heureux de pouvoir lui rendre ici un témoignage public de reconnaissance pour ses bons services.

Le Comité de Lisbonne n'a point envoyé de notice sur ses travaux à la Conférence de Berlin, et, par suite de son silence, le compte rendu de cette conférence se trouve incomplet, comme source d'informations pour l'histoire des sociétés de secours. Aussi est-ce avec la pensée de combler en partie cette lacune, que nous avons rédigé la présente note rétrospective. Nous la compléterons en donnant la traduction des statuts de la Commission portugaise et du décret du 26 mai 1868 dont nous avons parlé, ces documents n'ayant été, à notre connaissance, publiés jusqu'à présent que dans leur langue originale.

DÉCRET

Ministère de la guerre — Département de santé — 1^{re} section

A la requête, faite devant nous, par le général de division José Maria Baldy, agissant en qualité de président de la Société formée à Lisbonne sous le nom de *Commission portugaise de secours aux militaires blessés et malades en temps de guerre*, et au nom des généraux de brigade Augusto-Xavier Palmeirin et baron de Wiederhold, du conseiller Bernardino Antonio Gomes, du médecin de notre chambre royale Dr Jean José de Simas, membres fondateurs, et du chirurgien de brigade Dr José Antonio Marques, secrétaire, — pour que cette Commission soit reconnue comme ayant une existence légale;

Considérant que les documents sur lesquels s'appuie la dite Société et que le but proposé et défini par le titre même de la Commission, sont d'accord avec ceux du Comité international de secours pour les militaires blessés existant à Genève, et avec ceux d'un grand nombre de Commissions analogues, organisées chez presque toutes les nations européennes par des personnes animées de sentiments philanthropiques et charitables, rendant ainsi hommage aux intentions de la Conférence internationale réunie dans la susdite ville au mois d'octobre 1863;

Ayant demandé sur cette prétention l'avis du conseiller assistant

du procureur général de la couronne près le ministère de la guerre ; reconnaissant que l'œuvre humanitaire à laquelle la Commission portugaise désire coopérer, vient en aide à l'idée de diminuer autant que possible les maux de la guerre, et s'accorde avec la Convention internationale de Genève, du 22 août 1864.

Nous approuvons les Statuts qui seront promulgués avec le présent décret par le ministère secrétaire d'Etat pour les affaires de la guerre, et reconnaissons l'existence légale de la Commission, pour le but exclusif dont elle s'occupe en vertu desdits Statuts.

Le ministre secrétaire d'Etat pour les affaires de la guerre en sera informé et veillera à l'exécution du présent décret.

Au Palais, le 26 mai 1868. (Signé) LE ROI.

(Contre-signé) JOSÉ MARIA DE MAGALHAES.

STATUTS DE LA COMMISSION PORTUGAISE

Art. 1. Il est fondé à Lisbonne une Association, sous le nom de *Commission portugaise de secours aux militaires blessés et malades en temps de guerre*, pour concourir à l'œuvre humanitaire indiquée par ce titre, selon les vues de la Conférence européenne, réunie à Genève, en l'année 1863, lesquelles furent suivies de la Convention de Genève, du 22 août 1864.

Art. 2. Cette Commission fonctionne sous les auspices du ministère de la guerre et correspond avec le Comité international siégeant à Genève, mais sans être obligée par les délibérations de ce Comité.

Art. 3. La Commission forme le noyau et le centre des sous-commissions qui pourront s'organiser dans le royaume de Portugal et ses dépendances, afin de développer son œuvre et d'atteindre le mieux possible le but qu'elle se propose.

Art. 4. Sont membres *actifs* de la Commission tous ses fondateurs, ainsi que les personnes qu'elle admet dans son sein ; sont membres *adhérents* ceux qui s'inscrivent comme souscripteurs pour une somme annuelle de 1200 réis au moins (fr. 6 environ).

Les dames peuvent faire partie de la Commission.

Art. 5. En temps ordinaire, la Commission recueille et capitalise des dons en argent, ou les emploie à l'achat d'objets utiles pour l'assistance qu'elle doit procurer ; elle accepte et recueille les offres de toute nature et de toute espèce ayant la même destination ; elle